



Extract of Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article4544>

Forum social mondial de Belem

Des propositions pour contrer la crise

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 2009 - Vol. 15 - No. 6 - Mars 2009 -

alternatives
LE JOURNAL

Publication date: jeudi 26 février 2009

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Le Forum social mondial, tenu à Belem au Brésil à la fin janvier, était porté par la même ferveur que lors des meilleures éditions précédentes. Cependant, la crise économique et financière revenait constamment et orientait les actions à entreprendre vers des objectifs concrets. Le temps n'était plus aux analyses et aux longs débats, mais à la formulation d'alternatives.

Qualifiée de « systémique » par plusieurs intervenants qui l'avaient maintes fois annoncée, la crise nécessite un « changement de paradigme » qui doit permettre de relancer l'économie sur de nouvelles bases. Devant l'ampleur de la catastrophe et l'inefficacité prévisible des mesures adoptées par les gouvernements pour la limiter, de nombreux participants ont donc cherché à reprendre le travail accompli depuis plusieurs années, des propositions déjà formulées et diffusées dans les forums sociaux, afin de présenter celles qui semblent les plus efficaces et les plus consensuelles pour agir contre la crise.

En toile de fond, un dilemme important se profile : faut-il présenter une série de mesures réformistes qui, somme toute, permettront au système de mieux fonctionner, ou remettre sérieusement en question le capitalisme ? Faut-il suivre les recommandations des néokeynésiens tels Joseph Stiglitz, qui dirige présentement une commission de l'ONU sur la crise, ou entrevoir des réformes plus radicales, mais plus difficiles à faire accepter ?

Cinq idées pour bâtir un monde meilleur

Plusieurs groupes ont avancé des séries de propositions, le plus souvent convergentes, bien que variables. Certaines d'entre elles étaient très techniques et concernaient des aspects précis de l'administration des banques ou de la gestion de l'argent. D'autres étaient plus systémiques et se liaient à une approche globale de l'économie. Il est impossible de faire un compte-rendu exhaustif de tout ce qui a été avancé, tant les ateliers étaient nombreux et tant des groupes divers ont formulé leurs propres suggestions.

Parmi les principales propositions lancées pour contrer les crises, toutefois, retenons celles qui ont semblé les plus rassembleuses et qui revenaient avec le plus de régularité :

" **Repenser la fiscalité.** Une fiscalité plus juste permettrait de mieux répartir la richesse et de financer adéquatement les services publics, plus nécessaires que jamais en période de crise. Il faudrait concevoir un impôt véritablement progressif, qui rétablirait de plus nombreux paliers d'imposition, ciblant davantage les revenus des contribuables les plus riches.

Les paradis fiscaux, depuis longtemps tolérés, voire même soutenus par des ententes spéciales comme celle entre le Canada et la Barbade, devraient être éliminés, par la simple volonté des États, d'autant plus qu'ils servent de refuge à des fonds spéculatifs hautement toxiques. Il faudrait interdire le secret bancaire, et de sévères mesures devraient être mises en place contre l'évasion fiscale.

Il serait enfin nécessaire d'implanter des taxes internationales sur les transactions financières, entre autres sur le marché des changes et sur les ventes d'actions de la nouvelle Bourse du carbone, ce qui stabiliserait l'économie et apporterait d'importants revenus pour combattre la pauvreté, développer les services publics et lutter contre les effets du réchauffement climatique.

" **Établir un contrôle public des banques.** Les banques sont les plus grandes responsables de la crise. Elles ont lancé des produits financiers nocifs et joué avec l'épargne de leurs clients. Or les banques gèrent l'argent du plus grand nombre, elles exercent d'énormes responsabilités. Pour cette raison, elles doivent être nationalisées et agir selon les intérêts de leurs clients, et non dans le but d'enrichir les banquiers et les actionnaires. De sérieuses réserves ont cependant été émises contre la nationalisation des banques au Royaume-Uni, qui est en fait une socialisation des pertes, devant les dangers de cette mesure dans les pays qui ne respectent pas la démocratie.

" **Éliminer la spéculation.** Il devient nécessaire d'interdire les fonds hautement spéculatifs (« hedge funds »), qui causent des pertes immenses, et d'éliminer les marchés de gré à gré, qui se déroulent en l'absence de tout contrôle public. Il faut aussi éradiquer la spéculation sur les aliments et sur les ressources énergétiques, qui provoque d'importantes variations de prix, surtout dans les situations de pénurie, et qui affecte principalement les populations pauvres.

" **Redonner un rôle central à l'ONU.** Le G20 semble devenir la tribune de prédilection pour régler la crise à l'échelle internationale. Or ce G20 n'est pas plus légitime que le G8. Les pays pauvres, principales victimes de la crise, sont exclus de ce club select dont les critères d'admission restent flous. Il faut donc redonner une légitimité nouvelle à l'ONU, seule organisation internationale apte à représenter tous les pays, en la réformant et en démocratisant son fonctionnement.

" **D'une façon générale, préférer la valeur d'usage à la valeur d'échange.** L'économie doit s'orienter vers la satisfaction des besoins réels des gens, de leur émancipation sur le plan matériel et culturel. L'accès à une nourriture suffisante et de qualité, à la santé, l'éducation, la culture, devient désormais une priorité. Il faut ainsi éviter de se tourner essentiellement vers la valeur d'échange, liée à la spéculation, ce qui permet une accumulation sans fin de profits pour une minorité. Ceci mène à un gaspillage généralisé, entre autres d'énergie et de ressources naturelles, et à des choix économiques qui ne tiennent pas compte de leurs effets dommageables sur les populations (les « externalités »).

Mobilisations en vue

Ces idées doivent désormais sortir de l'espace du FSM et être transmises largement. Beaucoup d'efforts ont été faits pour rassembler ONG, syndicats, mouvements sociaux et groupes religieux. Un appel lancé par une importante coalition circule sur Internet : « Pour un nouveau système économique et social : mettre la finance à sa place ! » Ses signataires désirent recueillir encore de très nombreux appuis.

La prochaine rencontre du G20, qui se déroule à Londres le 28 mars, est un important lieu de convergence, même si personne ne s'attend à ce que des mesures significatives et efficaces contre la crise soient adoptées. Des manifestations importantes se préparent. Les participants du FSM voient dans cette rencontre un moment privilégié pour faire connaître leurs alternatives.

Le FSM de Belem a permis de faire un important virage. Les diverses crises financière, climatique, alimentaire et énergétique ont fait la preuve que le modèle de développement adopté depuis les trente dernières années ne peut plus se perpétuer. L'enjeu est donc considérable : si les gouvernements en place ne changent pas leurs politiques, d'autres catastrophes se produiront. Or ces gouvernements, et la classe financière qui les soutient, continuent de s'appuyer sur les vieux principes de l'économie classique. Il y a donc urgence de les influencer pour qu'ils s'ouvrent sans plus tarder aux principales propositions émises au Forum social mondial.

PS:

L'auteur est le secrétaire général d'ATTAC-Québec